



Faug, le 23 juin 2026

EXTRAIT DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL COMMUNAL DE FAOUG

Dans sa séance du **23 juin 2026**, le conseil communal a décidé :

Préavis municipal n° 02 / 2026 : Comptes 2025

- Le Conseil communal a approuvé les comptes 2025 tels que présentés à l'unanimité.

Préavis municipal n° 03 / 2026 : Amélioration de la déchetterie

- Le Conseil communal a accepté ce préavis à l'unanimité.

Préavis municipal n° 04 / 2026 : Modification des statuts de l'Arpeje

- Le Conseil communal a accepté ce préavis à la majorité (21 avis pour, 0 avis contre, 2 abstentions).

Préavis municipal n° 05 / 2026 : Projet Cour verte

- Le Conseil communal a accepté ce préavis à la majorité (11 avis pour, 8 avis contre, 4 abstentions).

Pour extrait conforme, adopté par les conseillers lors du conseil communal du 6 octobre 2026,
l'attestent :

Conseil communal de Faoug

Le Président

Sylvain Carrard



La Secrétaire

Vanessa Feneyrolles

La demande de référendum doit être annoncée par écrit à la Municipalité, accompagnée d'un projet de liste de signatures, par cinq membres du corps électoral constituant le comité, dans les 10 jours qui suivent l'affichage prévu à l'article 162, alinéa 1, lettres a et c, ou la publication prévue à l'article 162, alinéa 1, lettre b. Si la demande de référendum satisfait aux exigences, la Municipalité prend formellement acte de son dépôt, autorise la récolte des signatures, scelle la liste et informe le comité du nombre minimum de signatures requis ; le titre et le texte de la demande de référendum sont affichés au pilier public (art. 163 al. 3 LEDP). Les listes de signatures doivent être déposées au greffe municipal dans les 30 jours qui suivent l'affichage prévu à l'article 163, alinéa 3. Les prolongations de délais prévues à l'article 134 alinéa 2 et 3, s'appliquent par analogie. Si le délai référendaire de 60 jours court durant les jours de Noël, de Nouvel An ou de Pâques, il est prolongé de 5 jours. Si le délai référendaire de 60 jours court pendant la période allant du 15 juillet au 15 août, il est prolongé de 10 jours. Les comptes ne sont pas soumis à référendum.